

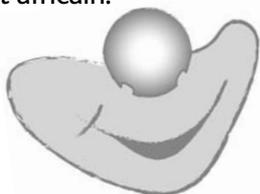
Politique économique et vision du monde de Nicolas Sarkozy

La Tornade Blanche

Tornado : les mesures ont succédé aux mesures, les propositions aux propositions, les circulaires aux circulaires, les déstructurations aux déstructurations !

Du marché du travail à l'École, en passant par le plan de rigueur pour la Fonction publique...

Blanche : le discours sur l'Homme africain a montré une vision néo coloniale, « bushienne », en même temps qu'une mutation des relations traditionnelles de la France avec la partie francophone du continent africain.



Pour la première fois un Président de la République a privilégié les patrons en se produisant à l'université d'été du Medef. Pour donner plus de poids à sa définition de parvenu, après les vacances de luxe payées par des « amis fortunés » aux Etats-Unis ?

Son discours a été clairement lutte des classes. Ses propositions, inspirées de la « refondation sociale » du même Medef, portent sur la baisse du coût du travail via le « travailler plus » et la quasi-suppression des charges sociales⁽¹⁾ pour augmenter le profit de ces grands patrons... qui, pour le moment, n'en ont pas besoin. Il a annoncé la « réforme » du droit du travail – en fait sa disparition programmée – et celle de la Sécurité sociale, prétextant la nécessaire lutte contre les déficits⁽²⁾ pour faire disparaître les droits collectifs des salariés, privilégiant l'individu devant faire face à une société du risque. Mais le risque ne peut pas être partagé. Sur sa lancée, il a aussi prétendu qu'il fallait dépenaliser le droit des affaires. Les juges seraient des saisis et les patrons – « voyous » comme les autres – seraient considérés comme au-dessus des lois. La signature d'une politique en quelque sorte.

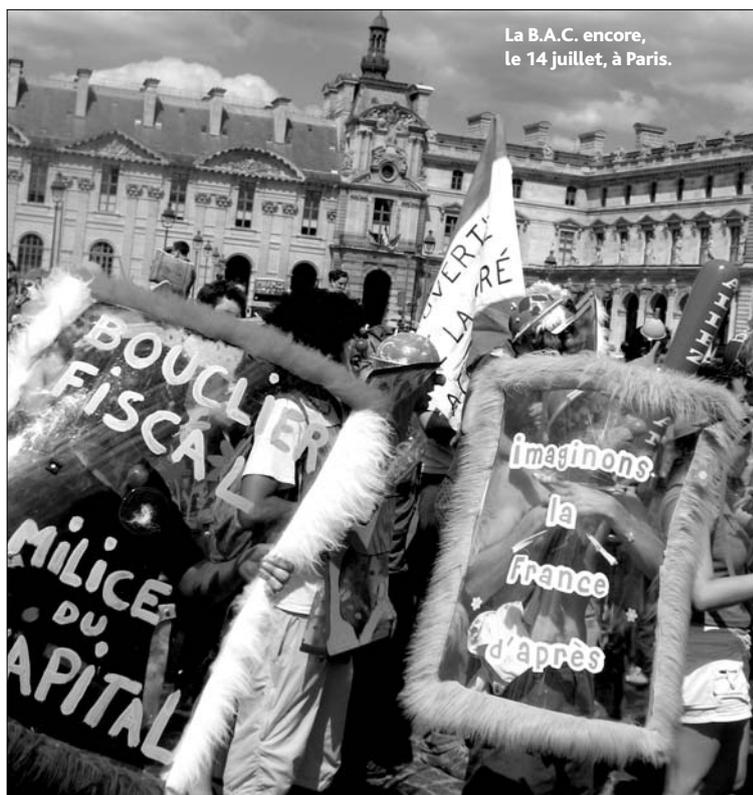
Dans le même temps, la Garde des Sceaux, Rachida Dati, s'essaie à mettre au pas la magistrature en lui signifiant la nécessité d'appliquer la



politique définie par le Président. C'est une attaque de fond contre les libertés démocratiques. Pour dessiner une nouvelle configuration des institutions dans la droite ligne des changements de la Constitution proposés par Sarkozy pendant sa campagne, pour construire un régime encore plus présidentiel. Une VI^{ème} République qui ne dirait pas son nom, rompant avec le bonapartisme de la Constitution de la V^{ème}. Il est en train de l'inscrire dans les faits en calquant son attitude sur celle de Bush. Dans ce contexte, le Premier ministre n'existe pas. Fillon est en train d'en faire l'expérience, une expérience de « collaborateur » pour reprendre le mot du Président.

Pour la première fois aussi, un Président de la République envoie une lettre, et de 32 pages, à chaque enseignant pour lui faire part de ses intentions, tout en les brossant dans le sens du poil. La ligne directrice : déstructurer le service public d'éducation pour revenir – une vision totalement réactionnaire – à une école élitiste en renforçant tous les paliers d'orientation, à commencer par l'entrée en sixième, la baisse drastique des effectifs de la Fonction publique devant se traduire par

la diminution des missions, à commencer par le nombre d'heures de cours. L'objectif resterait de ne pas remplacer, à la rentrée prochaine, un départ à la retraite sur deux alors que, suivant les annonces actuelles, ce serait un sur



La B.A.C. encore, le 14 juillet, à Paris.

PHOTOS: M. MIGNEAU

trois... Christine Lagarde, la ministre de l'économie et des finances n'a pas menti en parlant d'un plan de rigueur, et même renforcée. Les professeurs de sémantique que sont Guéant – le secrétaire général de l'Elysée qui, institutionnellement, n'a aucun rôle – et Fillon ne peuvent rien changer à cette réalité.

Une politique économique sans surprise, ultra libérale !

Les mesures de baisse des impôts pour les ménages les plus aisées pèseront entre 12 et 15 milliards d'euros dans le budget, sur un total de 217 milliards. C'est une baisse importante des recettes de l'Etat se traduisant par la montée du déficit public et donc de l'endettement. Un endettement inutile économiquement et socialement parlant : ces baisses d'impôt sont improductives – les riches devenant plus riches ne consomment pas plus – et ne se traduisent pas pour la population par un « mieux vivre ». Elles sont profondément idéologiques. C'est l'affirmation du primat de l'individu sur le collectif.

La baisse actuelle de la croissance – 1,8 % estimé pour 2007 en lieu et place des 2,25 % prévus l'an dernier « calant » le budget pour 2007 – provoque ipso facto la diminution des recettes fiscales et l'absence de création d'emplois. Président et ministres croient dans le Verbe. Une sorte de référence à la Bible.

Ils répètent sur tous les tons que la croissance sera de 2,25 %, et l'année prochaine plus élevée encore. Une croyance dans les vertus supposées de l'économie de marché et dans la libéralisation des échanges. L'OCDE⁽⁹⁾ a publié, en ce début septembre, ses prévisions qui font état d'une croissance de 1,8 % pour la France. Tous les instituts viennent de revoir leur prévision à la baisse en fonction de la diminution de la croissance aux Etats-Unis. Pour le moment, aucun n'a pris en compte les conséquences pourtant prévisibles de la crise financière, notamment aux Etats-Unis, mais qui devrait se diffuser rapidement au reste du monde. Si la BCE, la Banque Centrale Européenne, se décidait à hausser les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation (actuellement invisible), le crédit deviendrait plus cher accentuant les difficultés des ménages et approfondissant la baisse de la croissance.

Dans ces conditions, l'investissement ne progresse pas. C'est le moteur de la croissance le plus important. Aujourd'hui, seule la consommation des ménages tire la croissance française. Cette consommation devrait stagner par la baisse du pouvoir d'achat, par l'augmentation des prix (le pain, le lait et tous les produits de première nécessité), par la « franchise médicale », par la hausse des impôts sur le revenu pour les revenus moyens. Cette baisse prévisible gèle les investissements des entreprises. Sarkozy, semble-t-il, croit au théorème de Schmidt – « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » – en demandant aux patrons, lors de cette fameuse université d'été du Medef, d'investir en contre partie des allègements de charges et d'impôts. Cette recommandation restera lettre morte. Pour investir, les entreprises ont besoin de voir leur profit augmenter ainsi que – et tout est là – leur marché final. Il faudrait donc que le gouvernement mette en œuvre une politique de relance pour combattre le risque de récession en train de s'inscrire dans la réalité de l'économie mondiale. Seulement, l'objectif essentiel n'est pas de lutter contre la récession mais de s'en servir pour justifier de nouvelles attaques contre les salariés.

Cette baisse prévue de la croissance aura une autre conséquence. Le « gel » des créations d'emplois dans un contexte où les restructurations des entreprises sont devenues permanentes. Il ne se passe pas de jour sans annonce de suppression d'emplois. La crise financière elle-même devrait accélérer ces restructurations... Le chômage devrait augmenter au moment où la fusion ANPE/UNEDIC conduira à raisonner unique-

ment sur les baisses des allocations pour lutter là encore contre le déficit. L'ANPE n'aura plus d'autre rôle que de trouver un emploi à un chômeur, n'importe quel emploi en fonction des demandes des patrons.

La baisse des recettes, paradoxalement, légitime les diminutions de dépenses pour respecter les critères du Pacte de Stabilité dont l'objectif est d'arriver – un dogme sans fondement du libéralisme – à l'équilibre des finances publiques en 2010⁽⁴⁾. Le budget de l'Etat pour 2008 devrait donc inclure la diminution du nombre des fonctionnaires, la réduction des pensions⁽⁵⁾, les privatisations (dont celle de GDF fusionnant avec Suez), des suppressions de crédit pour



tous les ministères à l'exception de l'Intérieur et de la Justice – il inclut les postes de gardiens de prison. L'application de la LOLF, la loi organique sur les lois de finances, permet de diffuser ces baisses via la « culture du résultat » à tous les échelons déconcentrés qui seront jugés sur leur capacité à baisser plus encore les dépenses. Au bout de cette route, c'est la déstructuration de tous les services publics. L'autonomie des établissements, dans le secteur de l'Education nationale, permet de trouver d'autres sources de financement que les subventions allouées par l'Etat et les collectivités territoriales. L'externalisation de certains services devrait se poursuivre...

A son tour, le budget de la Sécurité sociale devrait lui aussi inclure des baisses de dépenses pour lutter contre le déficit jugé forcément « abyssal », sans s'interroger sur



les conséquences de la baisse des charges sociales des entreprises sur son financement.

Cette politique devrait jouer un rôle dépressif sur l'économie, renforçant la baisse de la croissance.

Quelle réponse ?

Le champ de ruines qu'est la gauche française ne peut laisser espérer une réponse politique à la hauteur de ces enjeux de société. Résister à la tornade blanche sarkozienne, c'est aussi élaborer un autre projet de société, une société reposant sur d'autres valeurs que cet individualisme forcené conduisant à une forme de déculturation, faute de vision d'avenir. Cette construction nous intéresse en tant que syndicalistes. Sinon le syndicalisme sera conduit à « faire » de la politique, à devenir l'opposant principal au gouvernement avec la possibilité d'être vaincu durablement sur un terrain qu'il n'aura pas choisi. Comment défendre les droits, les revendications des salariés, comment préserver les acquis sociaux pour aller encore plus loin, comment faire renaître le sentiment que nous appartenons à une même classe sociale et que, au-delà de nos trajectoires individuelles, nous avons des intérêts communs à défendre ? La contre révolution s'accélérait – Sarkozy n'en a pas fait mystère –, il est vital de trouver les voies et les moyens d'une refondation nous permettant d'apporter des réponses globales. ●

NICOLAS BENIES

1) Rappelons que les charges sociales patronales sont en fait un salaire indirect, redistribué à l'ensemble des salariés via le financement de la protection sociale. Baisser les charges sociales signifie en d'autres termes diminuer la masse salariale globale. La TVA sociale, restée pour le moment dans les tiroirs, a cet objectif (voir la revue de juin 2007 p.8).

2) La « franchise » médicale de 4 euros est un pas supplémentaire dans la prise en charge individuelle des dépenses de santé pour aller vers un système à l'américaine où le malade doit payer s'il n'a pas d'assurance santé individuelle. Michael Moore en fait le thème de son dernier film en vantant les mérites du système français de protection sociale...

3) L'Organisation de Coopération et de Développement Economique qui réunit les pays les plus riches du monde et leurs experts est difficilement soupçonnable d'anti-libéralisme.

4) Il est question du déficit total incluant celui du budget de l'Etat, des comptes sociaux et des GEN (grandes entreprises nationales). Comme il n'est pas question d'augmenter les recettes, la seule solution est de diminuer les dépenses...

5) Ou, comme l'a proposé Sarkozy à un enseignant partant à la retraite, de venir faire « deux heures » dans l'établissement ! L'enseignant a répondu, d'après *Libération* du 4 septembre 2007, qu'il avait cru que le but des départs à la retraite était de libérer des emplois pour les jeunes. Le Président, devant cette impertinence, est resté sans voix...

